



**PRÉFET  
DU  
PUY-DE-DÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

PREFECTURE DU PUY-DE-DÔME  
ARRÊTÉ N°

**20230783**

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Auvergne-Rhône-Alpes**

### **ARRÊTÉ N°**

**portant prescriptions complémentaires à la société TSC pour son unité implantée  
sur le territoire de la Commune d'AUBIERE – 22 rue des Sauzes**

Le préfet du Puy-de-Dôme,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**Vu** le Code de l'environnement ;

**Vu** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R. 511-9 du Code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** le Schéma directeur d'aménagement et de gestions des eaux (Sdage) du bassin Loire-Bretagne 2022-2027 ;

**Vu** l'arrêté du 24 août 2017 modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du Code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 7 mars 1997, autorisant la Société REC à exploiter ses installations de traitement de surface, sur le territoire de la commune d'Aubière ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 08/03877 du 21 novembre 2008 modifiant et remplaçant les dispositions appliquées à la Société Revêtements Electrolytiques Clermontois (REC) pour l'exploitation de ses installations de traitement de surface, sur le territoire de la commune d'Aubière ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2014261-0034 du 18 septembre 2014 modifiant les dispositions de l'Arrêté préfectoral du 21 novembre 2008 et imposant des garanties financières ainsi que la surveillance pérenne des rejets de substances dangereuses dans l'eau à la société REVÊTEMENTS ELECTROLYTIQUES CLERMONTOIS (REC) sur le territoire de la Commune de Aubière ;

**Vu** la demande de modification faite par l'exploitant par courrier du 18 mai 2017 ;

**Vu** la demande du 25 avril 2018, par laquelle Monsieur Michel JANUEL, agissant en qualité de Gérant de la société à responsabilité limitée Traitement de Surface Clermontois (TSC), sollicite d'être autorisée à transférer à son profit l'autorisation du 7 mars 1997 précitée de l'atelier de traitement de surface sis 22 rue des Sauzes sur le territoire de la commune d'Aubière ;

**Vu** les documents annexés à la demande ;

**Vu** les transmissions par lesquelles l'exploitant propose, à la suite de l'entrée en vigueur de l'arrêté du 24 août 2017 susvisé, les nouvelles fréquences et valeurs limite d'émission des rejets aqueux de son établissement ;

**Vu** le courrier de l'exploitant en date du 23 novembre 2021 dans lequel il demande à conserver le régime de l'autorisation pour ses installations qu'il exploite depuis l'incendie de 2017 dans l'attente de la reconstruction de la partie sinistrée ;

**Vu** le courrier de l'exploitant en date du 23 novembre 2021, complété par courriels du 21 septembre 2022 et 10 novembre 2022 actualisant le calcul du montant des garanties financières du site en réponse aux demandes de la DREAL ;

**Vu** le rapport et les propositions en date du 30 mars 2023 de l'Inspection des Installations Classées ;

**Vu** le projet d'arrêté porté le 7 avril 2023 à la connaissance du demandeur ;

**Vu** l'absence d'observations présentées par le demandeur sur ce projet ;

**Considérant** que la station d'épuration de l'agglomération de Clermont-Ferrand est apte à recevoir les eaux résiduaires des industriels présents sur la commune d'Aubière, et en particulier les effluents industriels de TSC ;

**Considérant** qu'il y a lieu de réactualiser le classement de l'établissement ainsi que certaines dispositions qui lui ont été appliquées, notamment à la suite des modifications de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et des évolutions des activités ;

**Considérant** que la société TSC reste soumise, en application de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, à l'obligation de constituer des garanties financières pour les installations qu'elle exploite sur la commune d'Aubière (rubriques 3260 et 4110-2) ;

**Considérant** les flux journaliers maximaux et moyens des paramètres pertinents rejetés dans le réseau d'assainissement relié à la station d'épuration de l'agglomération de Clermont-Ferrand, rejetant elle-même dans l'Artière - masse d'eau FRGR0266 « L'ARTIERE DEPUIS CEYRAT JUSQU'A SA CONFLUENCE AVEC L'ALLIER » ;

**Considérant** que les valeurs limites en DCO fixées dans l'arrêté préfectoral du 7 mars 1997 sus-visé sont particulièrement contraignantes par rapport aux valeurs-limites de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 sus-visé, sans pour autant être justifiées par un impératif d'acceptation par la station d'épuration de l'agglomération de Clermont-Ferrand ;

**Considérant** que lors des visites d'inspection du 19 juillet 2021 et du 3 mars 2023, la partie sud du bâtiment incendié présentait un état de dégradation avancée avec la présence de nombreux déchets au sol (bacs vides, câbles, ferrailles, gravats...) et une toiture qui s'effondre en plusieurs endroits ;

**Considérant** qu'il est nécessaire de finaliser la mise en sécurité de la partie sud du bâtiment incendié afin de prévenir les risques sur l'environnement et les personnes en limitant les accès et en évacuant les déchets ;

**Considérant** que les diverses modifications apportées aux installations de TSC ne sont pas de nature à remettre en cause la protection des intérêts visés à l'article R. 511-1 du Code de l'environnement et ne sont donc pas substantielles au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

**Considérant** qu'il y a lieu de mettre à jour l'arrêté préfectoral d'autorisation sus-visé ;

**Sur** proposition de M. le Secrétaire général ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1<sup>ER</sup> – BÉNÉFICIAIRE**

L'arrêté préfectoral du 7 mars 1997 modifié, autorisant la Société Revêtements Electrolytiques Clermontois (REC) à exploiter un atelier de traitement de surface sis 22 rue des Sauzes sur le territoire de la commune d'Aubière est transféré dans son intégralité à la société Traitement de Surface Clermontois (SARL TSC) immatriculée au Registre du Commerce de Clermont-Ferrand sous le numéro SIREN 829 691 617.

La Société TSC, dont le siège social est situé 22 rue des Sauzes 63170 AUBIÈRE, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre ses activités de traitement de surfaces qu'elle exploite à la même adresse.

### **ARTICLE 2 – MODIFICATIONS DES ACTES ANTÉRIEURS**

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2008 sus-visé sont modifiées suivant les dispositions du présent arrêté.

Le titre 10 de l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2008 sus-visé, introduit par l'arrêté du 18 septembre 2014 sus-visé est supprimé.

### ARTICLE 3 – NATURE DES INSTALLATIONS

- Le tableau de classement de l'article 1.2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2008 sus-visé est remplacé par le suivant :

Rubriques	Description	Volume	Régime	Seuil
3260	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 mètres cubes	35 m³	A	30 m³
4110-2	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. 2. Substances et mélanges liquides. Acide fluorhydrique 40% Bain d'argent Bain de décapage fluonitrique	1,8 t	A	250 kg
4510-2	Substances et mélanges liquides dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie 1 La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant répartie sur les stocks de matières premières et les bains de traitement. Hypochlorite de Soude 50 %, Sulfate Stanneux pour 0,335 tonnes au total des réactifs. Bains divers et déchets de bains non visés spécifiquement d'un volume total inférieur à 20 m³.	20 tonnes	D	20 tonnes

A (Autorisation) - D (Déclaration)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées

- Le tableau de classement de l'article 1.2.1.3 de l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2008 sus-visé est remplacé par le suivant :

Rubriques	Description	Volume	Seuil
4110-1	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. 1. Substances et mélanges solides : Cyanure d'argent et Cyanure de potassium solides.	0,13	200 kg
4120-2	Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition. 2. Substances et mélanges liquides. Alodine 1200S (chrome 6)	0,13	1 tonne
4140-2	Substances et mélanges liquides de toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) : produits liquides de préparation des bains, principalement Permapass 7030-A	0,025 tonnes	10 tonnes

### ARTICLE 4 – CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISÉES

L'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2008 sus-visé est remplacé par le suivant :

#### Article 1.2.3. Consistance des installations autorisées

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- Chaîne 100 : Zinc Phosphatation Brunissage ; cette chaîne représente un volume global de 11,5 m³ pour un volume de bains concentrés de 8,9 m³.
- Chaîne 200 : Argenture bain attache ; cette chaîne représente un volume global de 3,5 m³ pour un volume de bains concentrés de 2,5 m³ ;

- Chaîne 300 : Étamage attache et au tonneau ; cette chaîne représente un volume global de 3,4 m³ pour un volume de bains concentrés de 2,2 m³ ;
- Chaîne 400 : Surtec 650 Alodine 1200 S et passivation ; cette chaîne représente un volume global de 1,5 m³ pour un volume de bains concentrés de 0,863 m³.

## **ARTICLE 5 – ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES**

Le chapitre 1.7 de l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2008 est remplacé par :

« Sauf dispositions particulières du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels applicables au site. »

## **ARTICLE 6 – NATURE DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Le tableau de l'article 1.9.1 de l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2008 sus-visé est remplacé par le suivant :

<b>Rubrique ICPE</b>	<b>Libellé des rubriques/alinea</b>
3260	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m³
4110-2	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. 2. Substances et mélanges liquides. Acide fluorhydrique 40% Bain d'argent Bain de décapage fluonitrique

## **ARTICLE 7 – MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES**

L'article 1.9.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 septembre 2014, modifiant l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2008 sus-visé est remplacé par :

« Le montant des garanties financières est fixé à 128 437 € TTC.  
Ce montant est fixé sur les bases suivantes :

- un indice TP01 de 115,9 à la date de juillet 2021,
- un taux de la TVA de 20 %,
- une quantité maximale de déchets telle que fixée à l'article 10 du présent arrêté,
- un volume maximal de bains de traitement fixé à 19,965 m³.

Toute modification des volumes de bains de traitement devra faire l'objet d'une réévaluation de ce montant dans le cadre de l'information préalable requise en vertu de l'article L.181-14 du Code de l'environnement.

## **ARTICLE 8 – ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU**

L'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2008 sus-visé est remplacé par le suivant :

« L'approvisionnement en eau de l'établissement se fait exclusivement à partir du réseau public.

Le débit journalier utilisé est limité à 50 m³/j. Cette limitation ne s'applique pas au réseau d'incendie. »

## ARTICLE 9 – VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX RÉSIDUAIRES APRÈS ÉPURATION – REJET N° 1

Le tableau de l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2008 sus-visé est remplacé par le suivant :

<i>Débit de référence</i>	<i>Moyen journalier (32 m³/j)</i>	
<i>Paramètre</i>	<i>Concentration moyenne journalière (mg/l)</i>	<i>Flux maximal journalier</i>
DCO	600	22 kg/j
MES	30	1,125 kg/j
CN	0,1	3,2 g/j
F	15	0,48 kg/j
P	50	1,6 kg/j
Azote global	150	4,8 kg/j
Hydrocarbures totaux	5	0,16 kg/j
AOX	5	160 g/j
Ag	0,5	16 g/j
Al	5	160 g/j
Cr VI	0,1	3,2 g/j
Cr III	1,5	48 g/j
Cu	1,5	48 g/j
Fe	5	160 g/j
Ni	2	72 g/j
Sn	2	72 g/j
Zn	3	112 g/j

(\*) Cette valeur limite ne s'applique pas si pour au moins 80 % du flux d'AOX, les substances organochlorées composant le mélange sont clairement identifiées et que leurs niveaux d'émissions sont déjà réglementés de manière individuelle.

## ARTICLE 10 – QUANTITÉ MAXIMALE DE DÉCHETS ENTREPOSÉE

Le tableau de l'article 5.1.7 de l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2008 sus-visé est remplacé par :

<i>Code déchets</i>	<i>Nature du déchet</i>	<i>Quantité maximale</i>
11 01 09*	Boues d'hydroxydes métalliques	3 t
15 01 10*	Emballages souillés	3 t
15 01 01, 15 01 03	Cartons, bois	0,1 t
16 01 17	Métaux	2 t
20 03 xx	Déchets banals	1 t

## ARTICLE 11 - AUTO SURVEILLANCE DES EAUX RÉSIDUAIRES – REJET N° 1

Les tableaux de l'article 9.2.2.1 de l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2008 sus-visé sont remplacés par le suivant :

<i>Paramètres</i>	<i>Type de suivi</i>	<i>(1) Fréquence de la mesure par l'exploitant</i>	<i>(2) Fréquence de mesure par un organisme extérieur</i>
pH	En continu	Journalière	Trimestrielle
Température			
Débit			
Chrome VI	Prélèvement 24 h	Journalière	Trimestrielle
Zinc et ses composés			
Cyanures libres			
Aluminium	Prélèvement 24 h	Hebdomadaire	Trimestrielle
Argent			
Chrome III			
Cuivre			
Nickel et ses composés			
Etain (Sn)			
Fer			
DCO	Prélèvement 24 h	-	Trimestrielle
MES			
Fluor			
Phosphore			
Azote global/NGL			
Indice hydrocarbure / HCT			
AOX			

## ARTICLE 12 – MISE EN SÉCURITÉ DE LA PARTIE SUD DU BÂTIMENT INCENDIÉ EN 2017

L'accès à la partie sud du bâtiment incendié et de son sous-sol est strictement limité aux activités de maintenance sur les équipements présents dans ces lieux (station de traitement des effluents, systèmes d'aspiration, chauffage). Une signalétique adaptée signale les risques liés à l'état du bâtiment, jusqu'à sa complète mise en sécurité.

L'exploitant doit finaliser la mise en sécurité de la partie sud du bâtiment incendié dans un délai maximal de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté. Pour cela, il transmettra son plan d'actions dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté. La mise en sécurité comprend a minima :

- la dépose et l'évacuation des équipements : anciens bacs de traitement, fûts plastiques, poutres métalliques, caillebotis,
- la dépose des réseaux : tuyauteries, plomberie, câbles et armoires électriques, gaines d'aspiration,
- l'évacuation des déchets de structure (gravats, ferrailles) qui sont tombés sur le sol,
- la sécurisation de la structure (murs, ossature) et de la toiture afin d'éviter des chutes de matériaux,
- la sécurisation des éventuelles fosses,
- le nettoyage des sols.

L'exploitant informera l'inspection de l'avancement de ces opérations.

### **ARTICLE 13 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet <https://citoyens.telerecours.fr/>

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

### **ARTICLE 14 – NOTIFICATION ET PUBLICITÉ**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, le présent arrêté complémentaire est publié sur le site internet de la préfecture du Puy-de-Dôme pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté sera notifié à la Société TSC et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Puy-de-Dôme.

### **ARTICLE 15 – EXÉCUTION**

M. le Secrétaire Général de la préfecture du Puy-de-Dôme, ainsi que le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera également adressée au maire de la commune d'Aubière et au Directeur Départemental des Territoires.

Clermont-Ferrand, le 17 MAI 2023

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,



Laurent LENOBLE

